



## RESEARCH ARTICLE

# MODES D'ORGANISATION ET DYNAMIQUES INTERNES DE L'ORPAILLAGE ILLÉGAL DANS LA RÉGION DE LA NAWA

\*DÉDOU Zozo Alain

Maître-Assistant, UFR Criminologie, Laboratoire d'Études et de Prévention de la Délinquance et des Violences,  
Université Félix Houphouët-Boigny

### ARTICLE INFO

#### Article History:

Received 09<sup>th</sup> February, 2025  
Received in revised form  
21<sup>st</sup> March, 2025  
Accepted 19<sup>th</sup> April, 2025  
Published online 30<sup>th</sup> May, 2025

#### Key words:

Orpillage Illégal, Organisation Sociale,  
Gouvernance Parallèle, Informalité  
Économique, Côte d'Ivoire

Corresponding author:  
DÉDOU Zozo Alain

Copyright©2025, DÉDOU Zozo Alain. This is an open access article distributed under the Creative Commons Attribution License, which permits unrestricted use, distribution, and reproduction in any medium, provided the original work is properly cited.

Citation: DÉDOU Zozo Alain. 2025. "Modes d'organisation et dynamiques internes de l'orpillage illégal dans la région de la nawa". *International Journal of Current Research*, 16, (05), 33084-33092.

### ABSTRACT

L'orpillage illégal, loin d'être un phénomène anarchique, constitue un véritable système socio-économique alternatif dans la région de la Nawa, en Côte d'Ivoire. Cette étude analyse ses formes d'organisation interne, ses circuits économiques et ses logiques de gouvernance parallèle. L'objectif est de comprendre comment, dans un contexte d'illégalité structurelle et de précarité, les acteurs de l'orpillage développent des structures organisationnelles complexes, des stratégies économiques efficaces et des mécanismes de sécurisation territoriale durables. La méthodologie repose sur une approche mixte combinant enquêtes de terrain qualitatives (entretiens, observations participantes) et exploitation de données quantitatives issues d'un questionnaire administré aux acteurs locaux. L'échantillonnage a été réalisé selon une méthode raisonnée (ou par choix ciblé), en sélectionnant des sites d'orpillage actifs et des profils variés d'acteurs (orpailleurs, chefs de site, transporteurs, commerçants, autorités locales) afin de maximiser la diversité des points de vue et des expériences. Les résultats montrent l'existence de modèles hiérarchiques solides, de réseaux d'approvisionnement sophistiqués et de circuits financiers connectés à l'économie urbaine. Ils révèlent aussi des stratégies de protection (mobilité, corruption, milices locales) et des alliances étroites avec certaines autorités coutumières ou administratives. L'étude conclut que l'orpillage illégal dans la Nawa s'inscrit dans des dynamiques de recomposition territoriale, d'informatisation de la gouvernance et de résilience économique, défiant ainsi les cadres classiques de l'autorité étatique. Cette recherche apporte une contribution originale aux débats sur l'économie informelle, les formes d'organisation sociale dans les marges de l'État et la construction de pouvoirs locaux en Afrique de l'Ouest.

## INTRODUCTION

L'orpillage illégal, longtemps perçu comme une activité marginale ou de survie, s'est progressivement imposé, au cours de la dernière décennie, comme une dynamique socio-économique majeure en Afrique de l'Ouest (Hilson, 2017 ; Luning & Pijpers, 2021). Face à la volatilité des économies rurales, à l'insuffisance des politiques publiques d'inclusion économique et aux opportunités lucratives offertes par l'exploitation aurifère, des milliers d'acteurs, notamment, les jeunes sans emploi, paysans désaffiliés, migrants régionaux, se sont engagés dans l'extraction artisanale de l'or en marge des régulations étatiques (Teschner, 2022 ; Lemoine, 2023). En Côte d'Ivoire, la région de la Nawa incarne pleinement cette dynamique. Riche en ressources aurifères mais historiquement marquée par une fragilité institutionnelle locale, cette région est aujourd'hui l'un des epicentres de l'orpillage clandestin. Selon les estimations récentes du ministère des Mines et de l'énergie (2023), près de 30 % de la production aurifère nationale proviendrait de circuits non officiels, mettant en évidence l'ampleur du phénomène et son imbrication dans les

tissus économiques régionaux. Loin d'être un simple agrégat d'activités désorganisées, l'orpillage illégal dans la Nawa se caractérise par des formes d'organisation complexes, des chaînes d'approvisionnement sophistiquées et des stratégies adaptatives élaborées pour contourner les pressions sécuritaires (Kouadio, 2003 ; Goh, 2016 ; Werthmann, 2020 ; Arezki *et al.*, 2023). Cette réalité remet en question les représentations classiques associant l'informalité au chaos ou à la précarité structurelle et invite à analyser l'orpillage comme un véritable système socio-économique alternatif, structuré autour de normes, de hiérarchies et d'arrangements territoriaux implicites (De Sardan, 2021 ; Meagher, 2018). Ainsi, comprendre l'orpillage illégal dans la région de la Nawa nécessite de dépasser une lecture strictement sécuritaire ou environnementale pour appréhender les logiques sociales, économiques et politiques qui sous-tendent sa persistance. C'est dans cette perspective que s'inscrit la présente étude, en posant comme hypothèse centrale que l'orpillage clandestin ou illégal, loin d'être un phénomène anarchique, révèle des formes d'auto-organisation sociale, de régulation économique et de recomposition territoriale, qui contribuent à sa résilience

et à son ancrage et/ou persistance durable. Dans cette optique, un retour critique sur les travaux existants s'avère nécessaire pour situer cette étude dans le champ scientifique et identifier les lacunes que nous nous proposons d'analyser. Une revue de littérature permettra ainsi de préciser les contours analytiques de l'orpaillage illégal, en insistant sur ses dynamiques organisationnelles, économiques et politiques, particulièrement dans le contexte ivoirien encore peu documenté. La littérature scientifique consacrée à l'orpaillage artisanal en Afrique subsaharienne s'est considérablement enrichie au cours des deux dernières décennies, explorant ses dimensions économiques, sociales et environnementales. Plusieurs études majeures (Hilson & Potter, 2018 ; Werthmann, 2020) ont mis en évidence le rôle crucial de cette activité dans la subsistance des populations rurales, soulignant qu'elle constitue souvent une alternative économique face à l'effondrement des secteurs agricoles traditionnels. Parallèlement, ces travaux ont attiré l'attention sur les conséquences négatives de l'orpaillage artisanal, notamment en termes de dégradation environnementale, de risques sanitaires liés à l'usage du mercure, et de tensions sécuritaires locales. Au-delà de cette première vague d'analyses centrées sur les impacts socio-environnementaux, une nouvelle génération de recherches (Lahiri-Dutt, 2022 ; Arezki *et al.*, 2023) a permis de complexifier l'approche en insistant sur la sophistication croissante des réseaux d'approvisionnement en équipements et en produits chimiques, ainsi que sur les dynamiques financières structurant le commerce de l'or extrait. Ces travaux révèlent que, loin de relever d'une économie de la débrouille pure, l'orpaillage illégal s'inscrit dans des circuits commerciaux transnationaux relativement intégrés aux marchés urbains et globaux, brouillant ainsi les frontières entre économie formelle et informelle. Cependant, malgré ces avancées, plusieurs angles morts persistent dans l'analyse du phénomène. Peu d'études, en particulier dans le contexte ivoirien, se sont penchées de manière systématique sur les modalités internes d'organisation des sites d'orpaillage, sur les rapports de pouvoir qui structurent les relations entre acteurs, ainsi que sur les mécanismes de régulation et d'adaptation face aux contraintes sécuritaires et institutionnelles (Luning & Pijpers, 2021 ; Meagher, 2018). L'articulation entre l'économie informelle aurifère, les dynamiques locales de gouvernance parallèle et les complicités institutionnelles reste encore largement sous-explorée, alors même qu'elle est cruciale pour comprendre la résilience et l'ancrage territorial de l'orpaillage illégal.

En Côte d'Ivoire spécifiquement, les rares travaux disponibles (Kouassi, 2022 ; Coulibaly, 2023) abordent davantage les enjeux macroéconomiques et environnementaux que les logiques sociales et organisationnelles à l'échelle des sites d'exploitation. Ce déficit d'analyse fine limite la compréhension des configurations locales d'orpaillage, où se jouent des interactions complexes entre précarité économique, stratégies d'adaptation communautaire et recomposition des autorités traditionnelles et étatiques. Dès lors, cette recherche s'inscrit dans une perspective de renouvellement de l'analyse en se concentrant sur les formes d'organisation sociale, les circuits économiques informels et les stratégies sécuritaires déployées par les orpailleurs illégaux dans la région de la Nawa. Elle vise ainsi à combler un vide empirique et analytique, tout en contribuant aux débats contemporains sur les mutations de l'économie informelle et les recompositions du pouvoir local en Afrique de l'Ouest. Alors que la majorité des travaux sur l'orpaillage illégal se concentre sur ses impacts

environnementaux et sécuritaires (Hilson, 2017 ; Werthmann, 2020), une dimension essentielle reste encore peu explorée : celle de l'organisation sociale, économique et politique interne des sites d'exploitation clandestins. Cette étude s'inscrit précisément dans ce champ peu documenté, en posant la question suivante : comment, dans un contexte d'illégalité structurelle, de précarité économique et d'instabilité sécuritaire chronique, les acteurs de l'orpaillage illégal parviennent-ils à structurer leurs activités, à organiser des circuits d'approvisionnement et de commercialisation efficaces, et à développer des stratégies de protection ainsi que de légitimation locale ? Plus spécifiquement, il s'agit d'interroger les mécanismes sociaux, économiques et politiques qui favorisent non seulement la résilience, mais aussi l'enracinement durable de ces pratiques informelles dans certaines régions, au détriment de l'autorité étatique. En effet, loin de relever d'une simple dynamique de survie ou d'opportunisme économique, l'orpaillage illégal semble obéir à des logiques d'auto-organisation avancées et à des formes de gouvernance parallèle qui défient les cadres classiques de contrôle territorial (De Sardan, 2021 ; Meagher, 2018). La persistance de ces activités, malgré les opérations régulières de répression, suggère l'existence de configurations sociales complexes où se croisent solidarités communautaires, stratégies économiques adaptatives et complicités institutionnelles locales (Luning & Pijpers, 2021 ; Arezki *et al.*, 2023). Dès lors, l'enjeu n'est plus seulement de décrire l'orpaillage comme une activité illicite, mais de comprendre comment il s'inscrit dans des recompositions locales du pouvoir, où les frontières entre légalité, illégalité et tolérance sociale deviennent poreuses.

En articulant cette réflexion autour de la structuration interne des activités, des sites, des circuits économiques parallèles et des stratégies de sécurisation territoriale, cette recherche ambitionne ainsi de dépasser les approches fragmentaires pour proposer une lecture intégrée de l'orpaillage illégal comme un système social complet, à la fois précaire et résilient, conflictuel et institutionnalisé, localisé et transnational. Afin de conduire une analyse rigoureuse des dynamiques internes à l'orpaillage illégal, il est nécessaire de préciser les concepts centraux qui encadrent cette recherche, en veillant à éviter toute ambiguïté terminologique. Le premier concept fondamental est celui d'orpaillage illégal, entendu ici comme l'ensemble des activités d'exploitation artisanale de l'or menées sans autorisation officielle, échappant aux réglementations minières formelles imposées par l'État (Hilson, 2017). Cette définition met l'accent non seulement sur l'absence de titre minier légal, mais aussi sur l'intégration de ces pratiques dans des circuits économiques informels parfois très structurés, et connectés aux dynamiques de précarité socioéconomique (Teschner, 2022). Le second concept clé est celui d'organisation sociale, que nous définissons, à la suite de Balandier (2020), comme l'ensemble des normes, rôles, structures et pratiques qui régulent la coopération et les interactions au sein d'un groupe d'acteurs. Dans le contexte de l'orpaillage illégal, il s'agit de comprendre comment, en l'absence de cadre institutionnel formel, les communautés minières clandestines élaborent des formes d'organisation interne, répartissent les responsabilités, gèrent les conflits et assurent la coordination des activités extractives (Werthmann, 2020). Enfin, le concept de gouvernance parallèle occupe une place centrale dans notre réflexion. Il désigne l'ensemble des mécanismes de régulation sociale et d'autorité qui émergent en dehors, ou à la marge, des structures officielles de l'État

(Bayart, 2006 ; Olivier de Sardan, 2021). Cette gouvernance parallèle se manifeste notamment à travers la mise en place de systèmes de contrôle local, la négociation de complexités avec certaines autorités, ou encore la privatisation informelle de la sécurité. Elle révèle la capacité des acteurs locaux à recomposer des formes d'ordre et de légitimité dans des contextes marqués par la faiblesse ou la délégitimation des institutions publiques (Meagher, 2018). La précision de ces concepts opératoires est essentielle pour éviter toute confusion analytique et pour permettre une lecture fine des phénomènes étudiés. Elle permet également de situer notre analyse dans les débats contemporains sur les recompositions de l'ordre social et économique dans les marges de l'État en Afrique de l'Ouest. Cette définition conceptuelle posée, il convient maintenant de préciser le cadre théorique qui orientera l'analyse des mécanismes d'organisation interne et de gouvernance parallèle à l'œuvre dans l'orpaillage illégal dans la région de la Nawa. En premier lieu, cet article mobilise la théorie de la gouvernance informelle, telle que développée notamment par Olivier de Sardan (2021), pour appréhender les formes alternatives d'autorité, de régulation et de contrôle social qui émergent dans les marges étatiques. Cette approche permet de comprendre comment, en l'absence ou en défaillance de l'État, se constituent des modes d'organisation autonome, souvent fondés sur des normes sociales locales, des logiques clientélistes et des dispositifs de négociation territoriale. En complément, l'analyse s'appuie sur les théories critiques de l'économie informelle (Meagher, 2018 ; Roy, 2022), qui proposent de dépasser la vision dichotomique opposant formel et informel, pour insister au contraire sur les interconnexions, les chevauchements et les processus d'hybridation institutionnelle. Cette perspective critique invite à penser l'économie de l'orpaillage illégal non comme un secteur marginal isolé, mais comme une composante pleinement intégrée aux dynamiques économiques régionales et nationales, souvent en interaction complexe avec les sphères de pouvoir formel.

Ce double cadrage théorique est articulé à une approche interdisciplinaire mobilisant la sociologie, l'anthropologie économique et la criminologie critique. La sociologie permet d'analyser la structuration sociale des sites d'orpaillage, les hiérarchies internes et les logiques de coopération ou de conflit. L'anthropologie économique éclaire les circuits d'échanges, les réseaux d'approvisionnement, ainsi que les formes de redistribution locales qui émergent autour de l'activité aurifère. Quant à la criminologie, elle fournit des outils conceptuels pour saisir les mécanismes d'adaptation aux pressions sécuritaires, ainsi que les processus de légitimation sociale des activités illégales. En croisant ces différentes grilles d'analyse, il s'agit ainsi de restituer toute la complexité des formes d'organisation, de gouvernance parallèle et d'économie informelle qui structurent l'orpaillage illégal dans la région étudiée, tout en dépassant les représentations réductrices d'une activité anarchique ou purement criminelle. À partir de ce double cadrage théorique et interdisciplinaire, il est possible de formuler les objectifs qui guideront cette recherche dans l'analyse des dynamiques internes à l'orpaillage illégal dans la région de la Nawa. L'objectif principal de cette étude est d'analyser les modes d'organisation interne, les circuits économiques informels, ainsi que les stratégies d'adaptation et de légitimation développées par les acteurs de l'orpaillage illégal dans la région de la Nawa. Il s'agit de comprendre comment, dans un environnement marqué par la clandestinité, la précarité et l'instabilité sécuritaire, ces acteurs structurent

leurs activités, assurent la continuité économique et construisent des formes alternatives de régulation et de protection sociale. Pour atteindre cet objectif général, l'étude poursuit trois objectifs spécifiques : d'abord, identifier et décrire les différentes configurations organisationnelles des sites d'orpaillage, en mettant en lumière les rôles, les hiérarchies et les mécanismes internes de régulation ; ensuite, analyser les circuits d'approvisionnement, de financement et de commercialisation de l'or extrait, en insistant sur les logiques économiques informelles et les réseaux d'intermédiation ; enfin, étudier les stratégies de sécurisation et les alliances locales qui favorisent la pérennité de l'activité face aux interventions répressives de l'État. L'intérêt scientifique de cette recherche réside dans sa volonté de dépasser les analyses classiques, souvent centrées sur les impacts environnementaux ou sécuritaires de l'orpaillage illégal, pour proposer une lecture fine des logiques sociales, économiques et politiques qui sous-tendent l'auto-organisation des acteurs dans un contexte d'économie extractive informelle. En articulant les apports de la sociologie, de l'anthropologie économique et de la criminologie, cet article entend contribuer aux débats contemporains sur la recomposition des pouvoirs locaux, la résilience des économies informelles et les dynamiques de gouvernance parallèle en Afrique de l'Ouest. Afin de répondre à ces objectifs, une méthodologie mixte, associant des approches qualitative et quantitative, a été mobilisée. L'enquête de terrain repose, d'une part, sur des observations participantes et des entretiens semi-directifs menés auprès d'orpailleurs, de chefs de site, de commerçants et d'acteurs institutionnels locaux ; et d'autre part, sur l'exploitation de données quantitatives issues d'un questionnaire administré à un échantillon d'acteurs de l'orpaillage, permettant de mesurer la fréquence des pratiques organisationnelles, économiques et sécuritaires observées. Cette combinaison méthodologique vise à articuler la profondeur compréhensive des données qualitatives avec la robustesse descriptive et analytique des données quantitatives, afin de saisir la complexité des réalités de terrain.

## METHODOLOGIE

L'approche méthodologique adoptée dans cette recherche repose sur une stratégie mixte combinant méthodes qualitative et quantitative, afin de saisir la complexité des dynamiques d'organisation, d'économie et de sécurisation observées au sein des sites d'orpaillage illégal dans la région de la Nawa. L'enquête a été conduite dans quatre départements de la région de la Nawa en Côte d'Ivoire – Soubré, Méadji, Buyo et Guéyo – entre janvier et février 2025. Ce choix territorial repose sur plusieurs critères empiriques et théoriques. D'une part, la Nawa constitue l'un des principaux pôles de concentration de l'orpaillage illégal, caractérisé par une grande diversité de structures d'exploitation, de circuits économiques et de relations d'intermédiation. D'autre part, cette région présente des variations internes significatives (urbanisation, accès aux infrastructures, présence étatique) permettant de comparer différents contextes d'implantation de l'activité aurifère clandestine. Adopter une approche multisite renforce ainsi la capacité à capter la pluralité des pratiques organisationnelles et sécuritaires (Marcus, 1995 ; Falzon, 2020). L'échantillon étudié comprend 115 acteurs impliqués dans les activités d'orpaillage illégal, répartis selon des quotas fixés en fonction de la taille relative des sites et de l'intensité des activités aurifères dans chaque département : Soubré (35 enquêtés),

Méadji (30), Buyo (30) et Guéyo (20). Cette stratégie d'échantillonnage raisonné vise à garantir une représentativité suffisante des différentes configurations locales tout en tenant compte des contraintes de terrain liées à l'accessibilité et à la confidentialité. L'échantillon intègre des orpailleurs, des chefs de site, des commerçants de matériel minier et quelques acteurs institutionnels locaux, afin de recueillir une diversité de points de vue sur les dynamiques observées (Creswell & Plano Clark, 2018). La collecte des données a reposé sur une combinaison d'outils qualitatifs et quantitatifs. D'une part, des observations participantes ont été réalisées sur plusieurs sites d'orpaillage, afin de documenter les pratiques organisationnelles, les relations d'autorité et les dispositifs de protection déployés. Parallèlement, 40 entretiens semi-directifs ont été menés auprès d'acteurs-clés pour explorer en profondeur les logiques d'organisation, les mécanismes d'adaptation face aux pressions externes, ainsi que les formes locales de légitimation sociale.

D'autre part, une enquête par questionnaire a été administrée auprès des 115 enquêtés, portant sur la structuration des équipes, les circuits d'approvisionnement, les stratégies de sécurisation et les alliances locales. Les données quantitatives recueillies ont été traitées et analysées à l'aide du logiciel Sphinx Plus, permettant de produire des statistiques descriptives et de dégager les principales tendances de terrain (Bryman, 2016 ; Hair *et al.*, 2022). Cette approche mixte vise à articuler la profondeur compréhensive des données qualitatives avec la robustesse analytique des données quantitatives, conformément aux recommandations méthodologiques en sciences sociales pour l'étude des économies informelles et des dynamiques organisationnelles complexes (Tashakkori & Teddlie, 2010 ; Creswell, 2015). Compte tenu de la sensibilité du sujet et du caractère clandestin des activités étudiées, une attention particulière a été portée aux considérations éthiques. La confidentialité des données recueillies a été strictement garantie, les identités des participants anonymisées et le consentement éclairé systématiquement obtenu avant toute interaction, conformément aux standards internationaux de l'éthique en recherche sociale (Israel, 2015 ; BERA, 2018). Cette approche méthodologique intégrée a permis de fournir les résultats attendus de cette étude qui offrent des analyses significatives sur les dynamiques de la persistance de l'orpaillage illégal dans la région.

## RESULTATS

Loin de l'image d'un chaos désorganisé, les activités et les sites d'orpaillage illégal obéissent à des logiques d'organisation qui, bien que souvent informelles, assurent la régulation des activités, la gestion des conflits et la coordination des efforts collectifs. L'observation des terrains investigués révèle ainsi deux grands registres d'analyse : d'une part, les modalités internes d'organisation des activités d'extraction ; d'autre part, les stratégies d'adaptation développées face aux pressions sécuritaires et institutionnelles.

### 1. Modalités d'organisation des activités d'orpaillage

**Structuration des sites : hiérarchies, rôles et responsabilités:** L'analyse des données issues de l'enquête révèle une diversité de modèles organisationnels au sein des sites d'orpaillage illégal. Le tableau ci-dessous présente la répartition des modalités de structuration observées :

**Tableau 1. Structuration des sites d'orpaillage illégal dans la Nawa**

Structuration des sites d'orpaillage ill	Nb. cit.	Fréq.
De manière hiérarchique avec des rôles bien définis (chef de site, superviseurs, ouvriers)	49	42,6%
En petits groupes autogérés sans hiérarchie claire	37	32,2%
Selon un modèle familial ou communautaire sans réelle spécialisation	29	25,2%
<b>TOTAL OBS.</b>	<b>115</b>	<b>100%</b>

Sources: Dédou

La modalité la plus fréquemment observée (42,6 %) repose sur une organisation hiérarchique clairement établie, où chaque acteur occupe un rôle spécifique. Un chef de site supervise l'ensemble des opérations, des superviseurs coordonnent les équipes de travail, et des ouvriers réalisent les activités d'extraction. Cette structuration permet de rationaliser les activités, d'optimiser les ressources humaines et de minimiser les conflits internes.

Comme l'illustre le témoignage suivant:

« Chaque site est divisé en parcelles contrôlées par des chefs de site. Ils organisent les équipes, attribuent les zones de travail et s'assurent du respect des règles internes. » (Yao, Chef de site, Buyo).

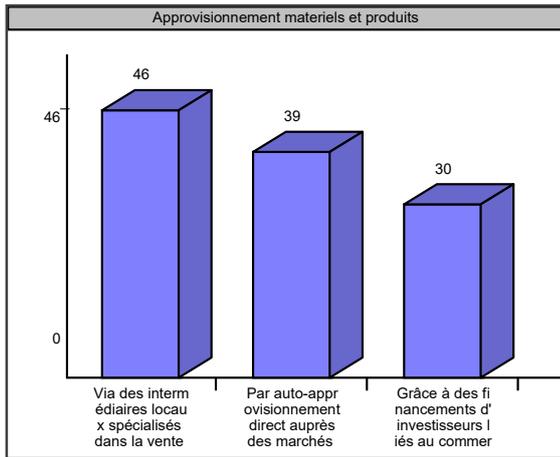
« Oui, il y a des chefs, des contremaîtres et des simples ouvriers. Les chefs sont souvent ceux qui ont financé les premières installations ou ceux qui ont de l'influence locale. » (ssouf, Orpailleur expérimenté, Soubre)

Ce modèle de gestion, souvent inspiré des structures professionnelles formelles, traduit une volonté de contrôle, de stabilité et d'efficacité dans un environnement pourtant illégal. En deuxième position (32,2 %), les sites fonctionnant en petits groupes autogérés se caractérisent par l'absence de hiérarchie formelle. Les décisions sont prises collectivement ou à l'issue de négociations ponctuelles. Cette organisation est plus flexible, mais expose davantage les acteurs aux risques de conflits et d'inefficacité. Enfin, dans 25,2 % des cas, les sites suivent une logique familiale ou communautaire, où les liens sociaux (parenté, origine villageoise commune) priment sur la spécialisation des tâches. Cette forme d'organisation repose davantage sur la confiance et la solidarité entre membres, au détriment parfois de l'efficacité opérationnelle. Ces résultats montrent que, même dans l'illégalité, les activités d'orpaillage sont rarement laissées à l'improvisation. L'existence de structures, de rôles et de responsabilités démontre une capacité d'auto-organisation des acteurs, qui reproduisent, de manière adaptée, les schémas sociaux et économiques connus dans les sociétés formelles.

Après avoir examiné les différentes modalités d'organisation interne des sites d'orpaillage, il importe désormais de comprendre comment ces structures influencent les dynamiques sociales, les mécanismes de régulation, ainsi que les rapports de pouvoir au sein des groupes.

**Circuits d'approvisionnement en matériel et en produits chimiques:** Le fonctionnement des sites d'orpaillage illégal repose sur une chaîne d'approvisionnement relativement bien organisée, tant pour les équipements que pour les produits chimiques utilisés dans le processus d'extraction de l'or (notamment le mercure et le cyanure). Cette organisation permet d'assurer la continuité des activités malgré leur caractère clandestin. Trois principaux circuits

d'approvisionnement ont été identifiés lors de l'enquête de terrain.



Sources: Dédou

**Graphique 1. Circuits d'approvisionnement de matériels et de produits chimiques**

L'option la plus couramment rapportée (40,0 %) repose sur le recours à des intermédiaires locaux spécialisés. Ces acteurs, souvent bien implantés dans les régions d'orpaillage, jouent un rôle pivot : ils fournissent discrètement le matériel nécessaire (pompes hydrauliques, groupes électrogènes, détecteurs de métaux) ainsi que des substances chimiques, facilitant ainsi l'accès rapide aux outils indispensables. Ce système de distribution parallèle témoigne de l'existence de véritables marchés informels structurés autour de l'orpaillage illégal. Le second circuit identifié (33,9 %) est l'auto-approvisionnement direct auprès de marchés urbains, notamment dans les grandes villes où le matériel minier est en vente libre. Cette modalité exige une certaine autonomie logistique de la part des orpailleurs et implique souvent des déplacements risqués, notamment en raison des contrôles routiers. Elle illustre également une relative porosité entre l'économie formelle et les pratiques illégales. Enfin, 26,1 % des observations révèlent que certains sites sont approvisionnés grâce au financement d'investisseurs. Ces investisseurs, parfois directement impliqués dans le commerce de l'or, avancent les fonds nécessaires à l'achat des équipements et produits chimiques en échange d'une part sur la production aurifère. Cette modalité souligne l'existence de rapports de dépendance économique et de logiques de prédation, où les orpailleurs deviennent débiteurs et subissent parfois une forte pression pour rembourser rapidement leur matériel par l'or extrait. Ce discours soutient toutes ces analyses : « *Le matériel vient principalement d'Abidjan. Il y a des commerçants spécialisés qui livrent tout, du simple tamis aux grosses pompes à eau.* » (Fatou, Commerçante en fournitures minières, Buyo).

Ces résultats montrent que l'orpaillage illégal ne saurait être analysé indépendamment des circuits économiques qui le soutiennent. L'existence de filières d'approvisionnement, certaines bien ancrées localement, d'autres connectées aux marchés urbains ou à des acteurs du commerce aurifère, révèle une insertion complexe de l'activité illégale dans les réseaux économiques régionaux. Elle met aussi en lumière une certaine sophistication organisationnelle, qui contraste avec l'image souvent véhiculée d'un orpaillage rudimentaire ou isolé. Après avoir cerné les modes d'organisation des activités et les circuits d'approvisionnement, il est désormais pertinent d'analyser les dynamiques internes au sein des sites

d'orpaillage, notamment les rapports sociaux, les mécanismes de régulation, ainsi que les formes de gouvernance qui émergent dans ces espaces informels.

**Réseaux de financement et de commercialisation de l'or extrait :** L'étude des modalités de financement et de commercialisation de l'or dans la région révèle trois principaux circuits, qui témoignent de la structuration informelle mais efficace des flux économiques autour de l'activité aurifère artisanale. Le tableau suivant présente la fréquence des différentes modalités recensées :

**Tableau 2. Financement et commercialisation de l'or**

Financement - commercialisation de l'or	Nb. cit.	Fréq.
Vente directe aux collecteurs informels présents sur les sites	46	40,0%
Réseaux organisés impliquant des acteurs économiques extérieurs	35	30,4%
Système de troc et d'échange au sein des communautés locales	34	29,6%
<b>TOTAL OBS.</b>	<b>115</b>	<b>100%</b>

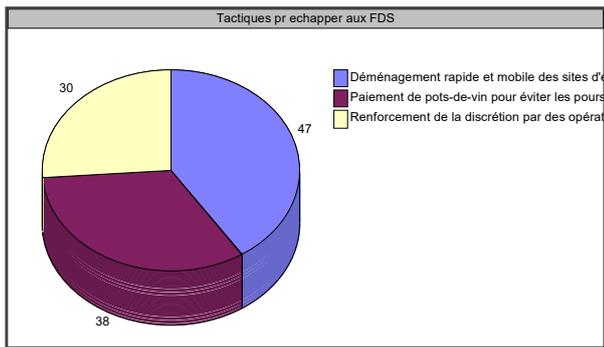
Sources: Dédou

La vente directe aux collecteurs informels présents sur les sites émerge comme le mécanisme prédominant (40,0%). Ce circuit repose sur la proximité et la récurrence des échanges entre orpailleurs et acheteurs informels, souvent présents physiquement sur les sites d'extraction. Comme l'illustre le témoignage de Karim, acheteur d'or à Méadji : « *Ce sont souvent des investisseurs privés, parfois des commerçants locaux, qui avancent les fonds. L'or est revendu à des collecteurs qui passent régulièrement sur les sites.* » (Karim, Acheteur d'or, Méadji). Cette dynamique souligne le rôle clé des circuits locaux d'intermédiation dans la fluidité du marché aurifère artisanal, où la rapidité des transactions prime sur la régulation formelle. À côté de cette modalité dominante, les réseaux organisés impliquant des acteurs économiques extérieurs représentent 30,4% des pratiques observées. Ici, des commerçants, parfois issus d'autres régions ou pays, structurent des filières d'approvisionnement plus élaborées, bénéficiant de moyens logistiques et financiers plus conséquents. Ces réseaux tendent à institutionnaliser partiellement la chaîne de valeur, bien que souvent en marge de la légalité. Enfin, le système de troc et d'échange au sein des communautés locales reste significatif (29,6%). Ce mode de commercialisation, moins monétarisé, montre la persistance de logiques économiques communautaires, où l'or sert aussi de valeur d'échange pour l'acquisition de biens essentiels (vivres, outils, services). L'analyse des réseaux de financement et de commercialisation met en lumière non seulement la diversité des circuits d'écoulement de l'or, mais également la forte imprégnation du secteur artisanal par des pratiques informelles. Dans cette perspective, il devient essentiel d'interroger les mécanismes sociaux et économiques qui favorisent l'intégration (ou au contraire le cloisonnement) de ces circuits dans l'économie formelle. Cela conduit ainsi à examiner les interactions entre acteurs locaux, intermédiaires et structures étatiques.

**Stratégies d'adaptation aux pressions externes :** L'activité d'orpaillage illégal, bien qu'informelle et soumise à de fortes pressions répressives, développe des stratégies d'adaptation sophistiquées pour faire face aux interventions des forces de l'ordre. Ces stratégies, loin d'être spontanées ou désorganisées, traduisent une capacité d'auto-organisation et d'anticipation des risques. Elles se manifestent à travers diverses tactiques d'évasion et de dissimulation, que nous présentons et analysons ci-après.

**Tactiques d'évasion face aux forces de l'ordre :** L'analyse des tactiques d'évasion mobilisées par les orpailleurs révèle trois

principales stratégies, recensées à partir des témoignages de terrain et synthétisées dans le graphique suivant :



Sources: Dédou

### Graphique 2. principales tactiques utilisées pour échapper aux forces de l'ordre

La mobilité des sites d'exploitation constitue la tactique la plus fréquemment mentionnée (40,9 %). Les orpailleurs aménagent leurs sites de manière précaire et temporaire, ce qui leur permet de déménager rapidement en cas de menace. Cette stratégie vise à éviter la saisie du matériel et l'arrestation du personnel, limitant ainsi les pertes économiques. Le recours à la corruption représente 33 % des réponses. Le paiement de pots-de-vin aux forces de l'ordre apparaît comme une modalité alternative à la fuite physique, assurant une forme de "protection négociée" pour la poursuite des activités illicites.

Les opérations nocturnes, citées par 26,1 % des répondants, constituent une autre forme d'adaptation visant à réduire la visibilité des activités. Travailler de nuit permet d'exploiter le relâchement du contrôle sécuritaire en dehors des heures habituelles de patrouille. Ces stratégies, bien que distinctes, partagent une logique commune: minimiser les risques de confrontation directe avec l'autorité tout en maintenant la continuité de l'activité économique. Le témoignage de Lassina, guetteur sur un site à Soubré, illustre parfaitement cette organisation défensive : « On se met en hauteur sur en haut des collines. Dès que nous voyons les forces de l'ordre, on donne un signal et on coupe les moteurs et tout le monde disparaît dans la brousse. » (Lassina, Guetteur, Soubré).

Ce témoignage souligne l'existence de dispositifs d'alerte avancée et d'une coordination rapide entre les membres du site, renforçant l'efficacité des mécanismes d'évasion. Ces tactiques d'évasion ne sont pas seulement des réactions ponctuelles ; elles traduisent une adaptabilité structurelle des acteurs de l'orpaillage illégal face à un environnement sécuritaire instable. Elles témoignent aussi d'une maîtrise fine du territoire (connaissance des voies de fuite, utilisation stratégique du couvert végétal, etc.) et d'une intégration des pratiques informelles de négociation avec les représentants de l'État. Cette capacité d'adaptation participe directement à la résilience de l'orpaillage illégal et explique, en partie, la difficulté des autorités à éradiquer durablement ces activités malgré des opérations régulières de répression. Elle prépare ainsi la transition vers l'analyse des facteurs de persistance abordée dans la partie suivante.

#### **Systèmes de protection par les milices ou groupes armés:**

Face aux pressions récurrentes exercées par les forces de sécurité officielles, les acteurs de l'orpaillage illégal ont développé des dispositifs sophistiqués de protection pour sécuriser leur activité. Ces mécanismes, loin d'être improvisés,

traduisent une privatisation informelle de la sécurité au sein des sites d'exploitation clandestins, fondée sur la mobilisation de ressources locales armées ou la négociation directe avec les autorités. Le tableau ci-dessous synthétise les principales stratégies de protection identifiées lors de notre enquête de terrain :

**Tableau 3. Stratégies de protection des sites contre les interventions extérieures**

Prtection contre intervention exterieur	Nb. cit.	Fréq.
Recrutement de milices ou de groupes armés pour sécuriser les sites	47	40,9%
Installation de guetteurs et de systèmes d'alerte rapide	37	32,2%
Négociations directes avec les forces locales pour obtenir une tolérance	31	27,0%
<b>TOTAL OBS.</b>	<b>115</b>	<b>100%</b>

Sources: Dédou

Le recours à des groupes armés ou des milices locales constitue la principale modalité de protection. Cette pratique révèle une volonté assumée de construire un rapport de force dissuasif face aux autorités. Elle témoigne de la militarisation progressive des sites d'orpaillage et introduit un risque élevé de violence en cas d'intervention extérieure. La stratégie d'installation de guetteurs et de systèmes d'alerte rapide (32,2 %) repose sur une approche défensive basée sur la surveillance du territoire et l'anticipation des risques. En plaçant des guetteurs sur les hauteurs et en mettant en place des systèmes d'alerte rudimentaires, les orpailleurs renforcent leur capacité de mobilisation rapide. Cette tactique illustre une organisation interne efficace et un usage stratégique de l'environnement. Une part significative des acteurs privilégie la voie de la diplomatie informelle en établissant des arrangements tacites avec les forces de sécurité, par des négociations directes avec les forces locales (27,0 %). Ce témoignage recueilli sur le terrain éclaire cette dynamique :

« « Parfois notre négociation avec les FDS aboutit au fait que nous devons payer selon des périodes arrêtées, des sommes d'argent pour nous laisser travailler. Nous remettons l'argent à un leader (président des jeunes, chef de village ou de communauté) qui se charge de le remettre aux FDS. Tant que nous payons, nous pouvons travailler. Ils nous informent quand il y a des contrôles. Et quand ils se changent, les nouveaux sont mis au courant par les anciens. » (Antoine, promoteur de site, Soubré)

Cette pratique démontre une forme d'institutionnalisation de la corruption locale, où le versement régulier de pots-de-vin conditionne la « tolérance » des activités illicites et participe à un système parallèle de régulation territoriale.

Cet autre témoignage corrobore ces observations :

« Certains sites ont des jeunes armés qui montent la garde. D'autres paient des milices locales pour prévenir toute intervention. » (Aimé, chef d'équipe de sécurité à Méadji)

Ces propos soulignent à la fois la diversité des dispositifs sécuritaires utilisés et leur caractère systématique. Loin d'être des initiatives isolées, ces pratiques s'intègrent profondément dans l'organisation quotidienne des sites d'orpaillage. L'ensemble des stratégies sécuritaires identifiées traduit une transformation du rapport au territoire : la sécurisation des sites échappe progressivement au contrôle étatique pour basculer entre les mains d'acteurs privés et informels. Ce phénomène révèle deux dynamiques majeures. D'une part, l'érosion du monopole étatique de la violence légitime ou l'État, souvent

complice par des arrangements locaux, voit son autorité contestée par des formes de gouvernance parallèle. D'autre part, l'imbrication entre économie informelle, sécurité privée et pouvoir local, ou les milices, guetteurs et réseaux de négociation participent à la construction d'un nouvel ordre local, fondé sur la connivence, l'opacité et la force. Ainsi, loin d'être de simples stratégies de survie, ces dispositifs constituent les piliers d'une gouvernance parallèle, dont la solidité contribue à l'enracinement durable de l'orpaillage illégal. Cette analyse ouvre directement sur des alliances locales qui favorisent la persistance et l'ancrage local, grâce aux complicités.

**Alliances locales: complicités avec certaines autorités ou acteurs économiques:** Dans les dynamiques de l'orpaillage illégal, les alliances locales constituent un levier fondamental pour la sécurisation et la pérennisation des activités clandestines. Au-delà des dispositifs de protection physique ou 'militaire', les orpailleurs illégaux s'inscrivent dans des réseaux complexes de complicités avec certaines autorités administratives, coutumières ou des acteurs économiques influents. Ces alliances, loin d'être marginales ou circonstanciées, traduisent une véritable stratégie d'intégration territoriale, destinée à consolider la tolérance locale, voire la légitimité sociale de l'activité. Ce tableau illustre à juste titre la structuration de ces alliances :

**Tableau 4. Stratégies de constitution de complicités locales par les acteurs économiques ou illégaux**

Constitution des complicités locales	Nb. cit.	Fréq.
En versant des commissions ou pourcentages aux autorités locales	48	41,7%
En engageant des membres influents des communautés locales	37	32,2%
Par des promesses de bénéfices économiques collectifs (routes, écoles, dons)	30	26,1%
<b>TOTAL OBS.</b>	<b>115</b>	<b>100%</b>

Sources: Dédou

L'enquête de terrain a permis d'identifier trois principaux mécanismes par lesquels ces complicités locales se construisent et se maintiennent. Le premier mécanisme, cité par 41,7 % des répondants, repose sur le versement de commissions ou de pourcentages aux autorités locales. En échange de rétributions financières régulières, certains agents publics ferment les yeux sur l'illégalité des activités ou assurent aux orpailleurs une protection passive. Cette pratique est illustrée par ce témoignage:

« Il y a des arrangements. Certains gendarmes ferment les yeux contre un peu d'argent chaque mois. » (Brigitte, Commerçante, Site de Méadji)

Ce type d'arrangement contribue directement à l'érosion du contrôle étatique et à la normalisation de l'économie informelle au niveau local. Le deuxième mécanisme, mentionné par 32,2 % des observations, consiste à engager des membres influents des communautés locales. En intégrant des figures de notabilité (chefs de village, présidents de jeunes, leaders communautaires), les exploitants illégaux s'assurent un ancrage social durable et une médiation favorable avec la population. Cette stratégie ne se limite pas à une simple protection ; elle confère également une forme de légitimité communautaire à l'activité, en la rendant plus difficile à dénoncer ou à combattre sans risquer des tensions internes. Enfin, 26,1 % des répondants évoquent des promesses de bénéfices économiques collectifs, telles que la réhabilitation de routes, la construction d'écoles ou la réalisation de dons à la

communauté. Ces initiatives, bien que souvent modestes au regard des profits générés, exercent un effet symbolique important : elles transforment l'orpaillage en une activité perçue non seulement comme source de revenus individuels, mais aussi comme un moteur possible de développement local. Ainsi, en capitalisant sur des besoins sociaux non satisfaits par l'État, les orpailleurs illégaux renforcent leur acceptabilité et construisent des liens d'interdépendance avec les communautés. Ces résultats révèlent que l'orpaillage illégal n'est pas uniquement soutenu par des dynamiques de dissimulation ou de confrontation directe ; il repose également sur une profonde insertion dans les structures sociales et économiques locales. Cette imbrication crée un environnement où les activités clandestines deviennent progressivement tolérées, voire protégées, rendant les interventions extérieures particulièrement difficiles et socialement coûteuses. La multiplication de ces complicités locales participe ainsi à la création d'un véritable « écosystème de l'informel », où autorités publiques, leaders communautaires et populations locales trouvent, chacun à leur niveau, des avantages à la persistance de l'orpaillage. Dans cette perspective, il apparaît que la consolidation des alliances locales est un facteur clé pour comprendre la résilience de l'orpaillage illégal dans de nombreuses régions. Cette analyse ouvre directement sur l'examen des facteurs de persistance et d'ancrage local de l'activité, qui seront développés dans la section suivante.

## DISCUSSION

Les résultats de cette étude révèlent que, loin d'être désorganisés, les activités et sites d'orpaillage illégal dans la région de la Nawa obéissent à des logiques d'organisation relativement structurées. Trois modalités d'organisation interne ont été identifiées : des structures hiérarchiques formelles, des groupes autogérés plus flexibles et des collectifs fondés sur des liens communautaires. Parallèlement, les circuits d'approvisionnement en matériel et produits chimiques, ainsi que les réseaux de financement et de commercialisation de l'or, apparaissent sophistiqués, reliant les sites d'exploitation à des marchés urbains ou à des investisseurs privés. Enfin, face aux pressions externes, les orpailleurs développent des stratégies d'adaptation variées, combinant mobilité, corruption, sécurisation armée et alliances locales avec des autorités administratives ou communautaires. Ces observations invitent à dépasser l'image traditionnelle d'une économie souterraine anarchique. Elles mettent en lumière une capacité d'auto-organisation avancée, traduisant une forme d'intelligence collective dans la gestion des risques, la mobilisation des ressources et la construction de réseaux d'intermédiation économiques et sécuritaires. En reconstituant des hiérarchies internes, en développant des circuits économiques robustes et en négociant des protections locales, les acteurs de l'orpaillage illégal participent à une dynamique de gouvernance parallèle qui conteste de facto l'autorité de l'État sur certains territoires, comme l'avaient déjà suggéré Olivier de Sardan (2021) et Lund (2016). La mise en relation de ces résultats avec la littérature scientifique montre plusieurs convergences. Les formes d'organisation observées confirment les analyses de Meagher (2018) sur l'hybridation institutionnelle dans les économies informelles, où les pratiques locales combinent des éléments issus des sphères formelle et informelle. De même, la structuration des circuits d'approvisionnement et de commercialisation de l'or rejoint les constats de Lahiri-Dutt (2022) sur la sophistication croissante des réseaux extractifs

clandestins en Afrique et en Asie du Sud. Toutefois, notre étude met davantage en évidence le rôle central des alliances locales dans la pérennisation de l'orpaillage illégal, en insistant sur l'intégration territoriale de ces activités, ce qui nuance certains travaux, comme ceux de Werthmann (2020), qui insistaient plutôt sur la fluidité et l'instabilité des acteurs de l'orpaillage artisanal ou illégal. Cette analyse n'est pas exempte de limites. D'abord, le caractère clandestin de l'activité étudiée a pu restreindre l'accès à certaines informations sensibles, malgré la triangulation des sources. Ensuite, le fait de s'être focalisé sur la seule région Nawa invite à la prudence dans la généralisation des résultats à d'autres contextes ivoiriens ou ouest-africains, où les dynamiques institutionnelles et sécuritaires peuvent différer. Par ailleurs, la temporalité courte de l'enquête (janvier-février 2025) limite l'appréhension des évolutions possibles à plus long terme dans les modes d'organisation et d'adaptation des acteurs. Un suivi longitudinal ou comparatif serait nécessaire pour confirmer certaines hypothèses sur la résilience structurelle de l'orpaillage illégal.

Malgré ces limites, les résultats apportent une contribution importante à la compréhension des logiques d'économie informelle extractive. Ils montrent que l'orpaillage illégal n'est pas seulement une réponse conjoncturelle à la pauvreté ou au chômage, mais une dynamique sociale organisée, insérée dans des réseaux économiques et politiques complexes. Cette perspective invite à repenser les politiques publiques de lutte contre l'orpaillage clandestin : des approches strictement répressives apparaissent insuffisantes face à des activités aussi profondément ancrées dans les territoires et les sociétés locales. Il semble ainsi nécessaire d'analyser des stratégies intégrées, combinant régulation économique, sécurisation inclusive et appui aux alternatives économiques locales, comme le préconisent de récents travaux en gouvernance extractive (Luning & Pijpers, 2021 ; Geenen, 2022). À l'avenir, des recherches comparatives entre différentes régions aurifères ivoiriennes et une analyse approfondie des trajectoires de "formalisation" de l'orpaillage artisanal pourraient offrir de nouvelles pistes pour comprendre les conditions de transformation ou de reproduction, de cet écosystème informel si résilient.

## CONCLUSION

Cet article visait à analyser les modes d'organisation interne, les circuits économiques et les stratégies d'adaptation développés par les acteurs de l'orpaillage illégal dans la région de la Nawa, afin de mieux comprendre les logiques d'auto-organisation et de gouvernance parallèle à l'œuvre dans les économies extractives informelles. À travers une approche méthodologique mixte, combinant observations de terrain, entretiens et questionnaires, il s'agissait d'éclairer les mécanismes sociaux, économiques et politiques qui assurent la résilience et l'ancrage local de cette activité, en dépit de sa marginalité juridique. Les résultats ont montré que, loin d'un chaos désorganisé, les activités et les sites d'orpaillage illégal présentent des formes d'organisation structurées, adaptées à la clandestinité, articulées autour de hiérarchies internes, de réseaux d'approvisionnement sophistiqués et de dispositifs de sécurisation collective. Cette structuration révèle une forte capacité d'auto-organisation, appuyée par des alliances locales avec des autorités administratives, coutumières et économiques, qui contribuent à inscrire l'activité dans les

dynamiques territoriales. L'étude a également mis en évidence le rôle central de la gouvernance parallèle, caractérisée par des pratiques de négociation, de protection informelle et de redistribution locale, confirmant ainsi les analyses récentes sur l'hybridation institutionnelle dans les économies informelles (Meagher, 2018 ; Roy, 2022). Au-delà de la description des mécanismes, ces résultats interrogent les représentations classiques de l'orpaillage illégal comme activité marginale ou anarchique. Ils invitent à reconnaître l'existence de véritables systèmes sociaux alternatifs, capables de produire de l'ordre, de réguler les échanges et d'organiser la sécurité locale dans des contextes de retrait ou de fragilisation de l'État (De Sardan, 2021 ; Luning & Pijpers, 2021). Loin d'être purement opportunistes, les stratégies des orpailleurs traduisent une adaptation rationnelle aux contraintes institutionnelles et économiques, ainsi qu'une capacité à s'intégrer durablement dans les territoires. Toutefois, cette recherche comporte certaines limites. La focalisation sur la seule région de la Nawa, bien que justifiée par l'importance du phénomène dans cette zone, invite à la prudence quant à la généralisation des résultats. De plus, le caractère sensible du sujet a pu restreindre l'accès à certaines informations sur les réseaux d'approvisionnement et les complicités institutionnelles. Enfin, la temporalité courte de l'enquête limite l'analyse des évolutions longitudinales possibles dans les dynamiques d'organisation et d'adaptation. Ces limites ouvrent plusieurs perspectives pour des recherches futures. Il serait pertinent d'étendre l'analyse à d'autres régions aurifères de Côte d'Ivoire et d'Afrique de l'Ouest, afin de comparer les configurations locales d'orpaillage illégal et d'examiner les variations selon les contextes politiques, économiques ou sécuritaires. De même, une approche longitudinale permettrait d'analyser l'évolution des logiques d'organisation et de gouvernance parallèle dans le temps, notamment face aux politiques publiques de formalisation ou de répression. Enfin, sur un plan plus opérationnel, ces résultats soulignent l'urgence de repenser les stratégies d'intervention : la lutte contre l'orpaillage clandestin ne saurait reposer uniquement sur la répression, mais nécessiterait des politiques de régulation inclusives, articulant encadrement économique, sécurisation participative et reconnaissance des réalités sociales locales, comme le suggèrent Geenen (2022) et Lahiri-Dutt (2022). Ainsi, comprendre les dynamiques d'auto-organisation de l'orpaillage illégal constitue une clé essentielle pour appréhender les recompositions territoriales et politiques à l'œuvre dans les espaces périphériques, où l'État n'est plus le seul producteur de normes et de régulation.

## REFERENCES

- Arezki, R., Aslam, A., & Toscani, F. (2023). Resource extraction and development: New empirical insights. *Journal of Development Economics*, 161, 102928. <https://doi.org/10.1016/j.jdeveco.2022.102928>
- Balandier, G. (2020). *Anthropologie politique*. PUF.
- Bayart, J.-F. (2006). *L'État en Afrique : La politique du ventre*. Fayard.
- Bryman, A. (2016). *Social Research Methods* (5th ed.). Oxford University Press.
- Coulibaly, K. (2023). Orpaillage clandestin et gouvernance locale en Côte d'Ivoire : Enjeux économiques et défis sécuritaires. *Revue Africaine de Sociologie*, 27(1), 67–89.

- De Sardan, J.-P. O. (2021). *La rigueur du qualitatif: Les contraintes empiriques de l'interprétation socio-anthropologique*. Presses de Sciences Po.
- Falzon, M.-A. (Ed.). (2020). *Multi-sited ethnography: Theory, praxis and locality in contemporary social research*. Routledge.
- Geenen, S. (2022). Undermining Regulation: Informality and Development in Artisanal Mining. *Third World Quarterly*, 43(1), 58–75. <https://doi.org/10.1080/01436597.2021.1948837>
- Hair, J. F., Black, W. C., Babin, B. J., & Anderson, R. E. (2022). *Multivariate Data Analysis* (8th ed.). Cengage Learning.
- Hilson, G. (2017). Alternative livelihoods and artisanal mining: Developing critical perspectives. *The Extractive Industries and Society*, 4(3), 630–635. <https://doi.org/10.1016/j.exis.2017.06.002>
- Hilson, G., & Potter, C. (2018). The artisanal gold mining sector in West Africa: Realities of success and failure. *Resources Policy*, 58, 11–19.
- Israel, M. (2015). *Research Ethics and Integrity for Social Scientists: Beyond Regulatory Compliance* (2nd ed.). SAGE Publications.
- Kouassi, A. (2022). Impact socioéconomique de l'orpaillage clandestin en Côte d'Ivoire : Entre opportunités et défis. *African Journal of Economic Policy*, 29(2), 104–123.
- Lahiri-Dutt, K. (2022). *Dirt, Undone: Power, Inequality and the Struggle for the Natural Resources of the Earth*. Pluto Press.
- Lemoine, M. (2023). *Les ruées vers l'or au XXI<sup>e</sup> siècle : Sociologie politique des nouvelles frontières minières*. Éditions du Seuil.
- Luning, S., & Pijpers, R. J. (2021). *Mining Encounters: Extractive Industries in an Overheated World*. Berghahn Books.
- Lund, C. (2016). Rule and rupture: State formation through the production of property and citizenship. *Development and Change*, 47(6), 1199–1228. <https://doi.org/10.1111/dech.12274>
- Marcus, G. E. (1995). Ethnography In/Of the World System: The Emergence of Multi-Sited Ethnography. *Annual Review of Anthropology*, 24, 95–117.
- Meagher, K. (2018). Cannibalizing the informal economy: Frugal innovation, economic inclusion and the politics of youth employment. *Critical African Studies*, 10(1), 1–18. <https://doi.org/10.1080/21681392.2018.1472584>
- Roy, A. (2022). *Poverty Capital: Microfinance and the Making of Development*. Routledge.
- Tashakkori, A., & Teddlie, C. (2010). *SAGE Handbook of Mixed Methods in Social & Behavioral Research* (2nd ed.). SAGE Publications.
- Teschner, B. A. (2022). *Small-scale mining and development in West Africa: The case of Ghana*. Routledge.
- Werthmann, K. (2020). *Cities of gold: Natural resources, governance, and migration in West Africa*. Routledge.
- Kouadio, K. N. (2003). *Exploitation artisanale de l'or dans le processus de mutation socio- économique à Hire (Sud Bandama Côte d'Ivoire)*, D.E.A, Université de Bouaké (Côte d'Ivoire), Bouaké.
- Ehouman, G. S., & Tra, F. (2024). Agro-Industrial Activities and Socio-Environmental Risks in the Department of Aboisso: Case of the Oils Industries in the Sub-Prefecture of Maféré. *European Journal of Science, Innovation and Technology*, 4(1), 404–413.
- Goh, D. (2016). L'exploitation artisanale de l'or en Côte d'Ivoire : La persistance d'une activité illégale. *European Scientific Journal*, 12(3), 18–36. <https://doi.org/10.19044/esj.2016.v12n3p18>

\*\*\*\*\*